

Université de Craiova (Roumanie) – Faculté de droit

Symposium international à l'occasion du 20<sup>ème</sup> anniversaire  
de la fondation de la Faculté de droit, 18-19 novembre 2011

*Le système juridique entre stabilité et réforme*

## **Le projet de «révision de la révision» du droit des sanctions pénales: le système juridique suisse est-il devenu instable ?**

© **Prof. Dr. Nicolas Queloz**

Chaire de droit pénal et de criminologie

Faculté de droit – Université de Fribourg (Suisse)

[nicolas.queloz@unifr.ch](mailto:nicolas.queloz@unifr.ch)

### **Résumé**

Le 1<sup>er</sup> code pénal suisse unifié (CPS) a été adopté le 21 décembre 1937 et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1942. Il était le fruit d'un travail législatif commencé en 1893.

En 1971, le droit des sanctions pénales (Titre 3 de la partie générale du CPS) a fait l'objet d'une révision partielle, qui n'a toutefois pas modifié fondamentalement la conception de base adoptée en 1937.

En 1983 a été initié un projet de révision de toute la partie générale du CPS, y compris le droit des sanctions. Après de longs et laborieux travaux, le Parlement fédéral a adopté en 2 étapes la nouvelle partie générale du CPS (en 2002, puis avec un correctif en 2006), qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Cette révision a ainsi duré 24 ans, soit un quart de siècle ou une génération. Elle n'avait donc rien d'un travail bâclé, ni réalisé dans l'urgence et résultait de nombreux débats et compromis.

Ainsi, jusqu'à la fin de l'année 2006, le droit des sanctions pénales a évolué selon une trajectoire très stable et rectiligne de plus de 60 ans.

Dès 2007, ce droit des sanctions, profondément modifié, a ébranlé les pratiques des professionnels de la justice pénale. Parmi les points forts de la révision, il y a eu notamment la volonté du législateur de ne plus accorder la primauté à la peine privative de liberté, en particulier a) en renonçant à l'usage (massif jusqu'à fin 2006) des courtes peines de détention (inférieures à 6 mois) ; et b) dans les cas de délinquance de gravité faible à moyenne, en privilégiant deux alternatives, à savoir la peine pécuniaire (selon le système des jours-amende) et le travail d'intérêt général. En outre, la règle du sursis à l'exécution de la peine a été doublement étendue, d'une part en élevant le seuil maximal (de 18 à 24 mois) de la peine

privative de liberté pouvant être totalement suspendue, d'autre part en instaurant la règle du sursis partiel (pour des peines privatives de liberté jusqu'à 3 ans).

Si les magistrats ont appliqué (souvent à contre cœur) ce nouveau droit des sanctions (la peine pécuniaire ayant fortement supplanté l'usage de la peine privative de liberté), en revanche un chœur de critiques (policiers, procureurs, juges, avocats, politiciens et médias) s'est élevé contre ce nouveau système de peines qualifié d'«homéopathique», non dissuasif, inefficace, bienveillant pour les délinquants et humiliant pour les victimes.

Et, fait exceptionnel dans la stabilité et la sérénité du système législatif en Suisse, le Gouvernement fédéral a chargé l'Office fédéral de la Justice le 30 juin 2010 d'élaborer rapidement un projet de «révision de la révision» du droit des sanctions pénales, soit 3 ans et demi seulement après l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions.

L'exposé retracera cette bataille rangée contre le nouveau droit des sanctions pénales, en développera les éléments majeurs qui ont suscité les critiques et montrera qu'à l'arrière plan de cet ébranlement de la légendaire stabilité du système juridique helvétique se situent de profonds bouleversements des habitudes et pratiques politiques (avec une forte poussée du parti conservateur d'extrême droite), ainsi qu'un vent sécuritaire tempétueux qui a abouti en quelques années à l'adoption de 3 initiatives populaires fédérales ayant pour cible les *«délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables»* (2004), les *«auteurs d'actes d'ordre sexuel ou pornographique sur des enfants»* (2008) et enfin les *«étrangers criminels»* (2010).

## SOMMAIRE

1. Le système des peines dans le 1<sup>er</sup> code pénal suisse (1937-42)
2. De 1942 à 2006: la très grande stabilité du système des peines en Suisse
3. De 1983 à 2007: la révision de la partie générale du CPS et du droit des sanctions
4. Depuis 2007: de profonds changements dans les peines prononcées en Suisse
5. Les critiques du nouveau droit des sanctions pénales
6. Le projet 2010 de «révision de la révision»
7. Conclusions

## 1. Le système des peines dans le 1<sup>er</sup> code pénal suisse (1937-42)

La Suisse, comme Etat fédéral, n'a adopté un code pénal unifié qu'en 1937 et ce premier code pénal suisse (CPS) n'est entré en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 1942, en raison des bouleversements de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale.

Le 1<sup>er</sup> code pénal suisse avait déjà été rédigé, pour l'essentiel, en 1893 par le Professeur Carl Stooss (de l'Université de Berne, qui fit partie des fondateurs de l'Union internationale de droit pénal<sup>1</sup>). Le mérite de Carl Stooss a été de donner à son projet «une conception vivante et humaine du droit pénal»<sup>2</sup> ainsi que de proposer un système cohérent de sanctions pénales pour tout le pays, au-delà des particularités culturelles et linguistiques de la Suisse.

En ce qui concerne le système des peines, les idées de Stooss ont été les suivantes (cf. Tableau 1.1 ci-dessous):

- il a *rejeté vigoureusement la peine de mort*, dont il estimait qu'elle n'était d'aucune utilité, en Suisse en particulier<sup>3</sup>.
- Il a introduit deux types de peines *principales*:
  - 1) la *peine privative de liberté*, comprenant 2 catégories:
    - l'emprisonnement, de 8 jours à 1 an,
    - et la réclusion, 1 à 15 ans, voire à vie (pour les crimes les plus graves, comme l'assassinat par exemple);
  - 2) et *l'amende* comme peine pécuniaire, au sujet de laquelle Stooss insistait pour que son montant corresponde vraiment à la capacité patrimoniale du condamné. Sa volonté était que l'amende soit bel et bien une *alternative* à la privation de liberté et qu'elle n'entraîne pas après coup la mise en détention de la personne n'ayant pas les moyens de la payer.
- Il a proposé le *système du sursis* à l'exécution des peines d'emprisonnement d'une durée inférieure à 6 mois<sup>4</sup>.

Finalement, le code pénal suisse que le Parlement fédéral a adopté le 31 décembre 1937<sup>5</sup> comprenait le système des peines (principales) suivant (cf. Tableau 1.2 ci-dessous) :

---

<sup>1</sup> L'Union internationale de droit pénal (UIDP) a été fondée en 1889 par l'Allemand F. von Liszt, le Belge A. Prins, le Hollandais G.A. van Hamel et le Suisse C. Stooss.

<sup>2</sup> Rusca, 1981, p. 21.

<sup>3</sup> Pourtant, en 1894, 10 cantons suisses (à majorité rurale et catholique et représentant 25% de la population du pays) conservaient encore la peine capitale dans leur arsenal pénal.

<sup>4</sup> La mesure du sursis venait d'être introduite en Belgique (1888) et en France (1891).

- il a introduit une classification tripartite des infractions, à laquelle correspondait un type de peine privative de liberté spécifique:
  - 1) les *crimes*, qui étaient passibles de la *réclusion*, d'une durée de 1 an au minimum à 20 ans au maximum (et, dans le cas de l'assassinat, la réclusion à vie);
  - 2) les *délits*, passibles de l'*emprisonnement*, dont la durée a été fixée entre 3 jours au moins et 3 ans au plus;
  - 3) et les *contraventions*, passibles des *arrêts*, d'une durée de 1 jour à 3 mois au maximum.
- Quant à l'*amende*, son montant maximal a été précisé (soit 20'000.- Sfr. en 1937), dont les critères de fixation concernant la situation personnelle et économique du condamné ont été précisés.
- Le *sursis* à l'exécution de peine a été étendu aux peines privatives de liberté *jusqu'à 1 an* et il a été assorti d'une période de mise à l'épreuve (de 2 à 5 ans) avec possibilité de fixation de règles de conduite et d'une assistance de «patronage».

## **2. De 1942 à 2006: la très grande stabilité du système des peines en Suisse**

De 1942 à 2006, le droit suisse des sanctions pénales a connu une révision partielle en 1950<sup>6</sup> et en 1971.

La révision de 1971 (cf. Tableau 1.3 ci-dessous) a maintenu la peine privative de liberté comme peine principale et a seulement *élevé la limite d'octroi du sursis* à l'exécution d'une telle peine jusqu'à 18 mois (au lieu de 12 mois auparavant).

De même, le montant maximal de l'amende a été augmenté à 40'000.- Sfr. (comme adaptation à l'élévation du niveau de vie que la Suisse a connue de 1942 à 1971).

Mentionnons encore que les *modalités d'exécution des courtes peines privatives de liberté* ont été améliorées, avec l'introduction:

- en 1973, de la possibilité d'effectuer les peines de privation de liberté de 4 semaines au plus sous forme de *journées séparées* de détention;

---

<sup>5</sup> Ce code a fait l'objet d'un referendum populaire et n'a été accepté le 3 juillet 1938 qu'à une faible majorité des citoyens suisses (environ 358'400 acceptations contre 312'000 oppositions), les cantons francophones ayant notamment tous refusé ce code unifié.

<sup>6</sup> La révision du 5.10.1950 n'a modifié que très légèrement le droit des sanctions pénales (en ce qui concerne les conditions de révocation du sursis et de la libération conditionnelle).

- ainsi que de la *semi-détention*, comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté inférieures à 3 mois (en 1973, puis à 6 mois dès 1990), régime qui permet au détenu d'accomplir un travail ou de suivre une formation hors de prison pendant la journée et de passer la nuit et les heures de loisir en prison;
- dès 1990, c'est le *travail d'intérêt général* qui a été introduit comme forme d'exécution, au service de la collectivité, de journées de travail qui peuvent remplacer des journées de détention (d'abord pour une durée maximale de 3 mois, étendue ensuite jusqu'à 6 mois).

Le tableau 2 des statistiques de condamnations prononcées en Suisse démontre *une très grande stabilité des peines infligées par la justice pénale*, en particulier de 1985 à 2006, c'est-à-dire pendant les 22 ans qui ont précédé la révision du droit des sanctions pénales entrée en vigueur en 2007.

On constate en effet, dans ce tableau 2 qu'il n'y avait alors que 2 peines principales possibles:

- a) la *peine privative de liberté*, fortement dominante:
  - dont l'impact avait tout de même *diminué*, passant de près de 70% des peines infligées en 1985 à 62% en 2006,
  - et qui était majoritairement prononcée avec le *bénéfice du sursis* (un peu plus de 2 fois sur 3 en 1985 et même 3 fois sur 4 en 2006);
  - en 2006, soit juste avant l'entrée en vigueur de la révision du droit des sanctions, les magistrats pénaux n'infligeaient une peine privative de liberté qu'1 fois sur 4 de façon *ferme*, c'est-à-dire sans accorder le sursis au condamné et, dans 85% des cas, il s'agissait de courtes peines de détention *inférieures à 3 mois*<sup>7</sup>.
- b) Quant aux *amendes*, leur proportion a bien augmenté, puisqu'elles ont passé de 30% (en 1985) à près de 40% (en 2006) des peines infligées en Suisse. On peut y voir le signe qu'une voie favorable à l'introduction de la peine pécuniaire (système des jours-amende) s'était ainsi ouverte.

---

<sup>7</sup> En 2006, 95% de toutes les peines privatives de liberté prononcées en Suisse (avec et sans sursis) étaient d'une durée *inférieure ou égale à 6 mois* (et les peines supérieures à 18 mois – au dessus de la limite légale d'octroi du sursis – ne représentaient que 1,4% de toutes les peines privatives de liberté).

### 3. De 1983 à 2007: la révision de la partie générale du CPS et du droit des sanctions

C'est en 1983 que le Département fédéral de justice et police avait donné mandat au Professeur Hans Schultz de préparer un Avant-projet de révision de la partie générale du CPS. Le Professeur Schultz a remis son projet d'expert en 1985. Sans vouloir rompre fondamentalement avec la ligne tracée par Carl Stooss dans le domaine des sanctions pénales, le projet Schultz a été original et novateur, puisqu'il proposait en particulier l'introduction dans le CPS :

- de *possibilités d'exemption de peine* (en cas de faute bénigne, de réparation du dommage causé, ou lorsque l'auteur a été directement atteint par les conséquences de son acte) ;
- et de nouveaux types de peines principales, à savoir :
  - 1) la *peine pécuniaire* (ou système des jours-amende),
  - 2) le *travail d'intérêt général*,
  - 3) et surtout *l'abolition des courtes peines privatives de liberté* (inférieures à 3 ou à 6 mois, en laissant l'option ouverte), puis en limitant le prononcé des peines privatives de liberté jusqu'à 1 an aux cas où elles sont absolument nécessaires pour empêcher la récidive de l'auteur. En ce qui concerne la durée maximale de la peine privative de liberté, Schultz proposait *d'abolir la privation de liberté à vie* et de fixer son maximum à 20 ans. En outre, il a préconisé l'extension jusqu'à 3 ans du sursis à l'exécution d'une peine privative de liberté ;
  - 4) et *l'interdiction de conduire* (de 1 mois à 3 ans), à titre de condamnation pénale (comme peine seule, avec ou sans sursis, ou cumulée avec une peine privative de liberté ou une peine pécuniaire) d'un auteur ayant violé les règles de la circulation routière ou utilisé un véhicule à moteur pour commettre une infraction.

Puis la Commission d'experts – en l'espèce la sous-commission «Sanctions» présidée par le Professeur Franz Riklin – a mené ses travaux et son rapport a été publié en 1993. Dans le domaine des peines et de leurs modalités d'exécution, les propositions de la Commission d'experts ont surtout visé à préciser l'Avant-projet Schultz. C'est certainement sur la question des peines privatives de liberté que la Commission s'est le plus écartée des propositions de Schultz puisqu'elle admettait la possibilité de prononcer de courtes peines de 8 jours à 6 mois en cas de circonstances particulières<sup>8</sup>, ainsi que de maintenir la privation de liberté à vie (dans les cas expressément prévus par le droit pénal spécial).

---

<sup>8</sup> La Commission d'experts prévoyait bien que la durée de la peine privative de liberté soit «en règle générale de 6 mois au moins» (art. 40 du projet). Toutefois, et il s'agissait déjà

En 1998, le Conseil fédéral a publié son Message concernant la révision de la partie générale du CPS<sup>9</sup>. En matière de peines principales, ce Message a conforté et précisé encore la ligne des deux projets précédemment résumés. Il en a divergé surtout sur les points suivants : en n'excluant pas la possibilité pour le juge de prononcer une peine privative de liberté de 1 jour à 6 mois ; en refusant d'introduire l'interdiction de conduire dans l'arsenal des peines du CPS (et en maintenant la pratique du retrait administratif) ; et en instaurant l'institution (française) du sursis partiel, mais seulement à l'exécution d'une peine privative de liberté d'un an au moins et de 3 ans au plus ; pour la peine pécuniaire, le travail d'intérêt général et la peine privative de liberté inférieure à 1 an, le Message maintenait l'institution de l'ajournement de leur exécution (avec délai d'épreuve de 2 à 3 ans).

Enfin, et en deux étapes, le Parlement fédéral a discuté, amendé puis adopté (en 2002<sup>10</sup> et en 2006<sup>11</sup>) la nouvelle partie générale du CPS. L'étape de 2006 a servi de correctifs ultimes de divers problèmes, notamment de coordination des sanctions pénales.

Le Tableau 1.4 ci-dessous résume les caractéristiques essentielles du *nouveau droit des sanctions pénales* qui a ainsi été adopté en Suisse. En tout, il s'est donc écoulé 24 ans – soit un quart de siècle ou une génération – entre le mandat donné au Professeur Schultz d'élaborer un Avant-projet et l'entrée en vigueur effective de la partie générale révisée du CPS, incluant le nouveau droit des sanctions pénales. Ce n'est donc absolument pas dans l'urgence que ce nouveau droit a été préparé et nous pouvons donc parler d'un accouchement de longue durée<sup>12</sup>. L'effet pervers de cette lente gestation est assurément qu'une distance, voire un fossé s'est établi entre les réflexions du « législateur » (experts, office fédéral de la justice, parlementaires) et le travail concret des praticiens (policiers, magistrats pénaux, experts judiciaires, avocats de la défense, services d'application des sanctions), en particulier face à des formes et intensités de la criminalité qui ont inévitablement évolué entre 1983 et 2007.

---

de l'art. 41 (du projet), elle donnait la possibilité au juge d'« infliger une peine privative de liberté ferme comprise entre 8 jours et 6 mois ... si des motifs juridiques ou des circonstances propres à la personne du condamné excluent le prononcé ou l'exécution d'une autre peine, notamment lorsque le condamné refuse un travail d'intérêt général ou qu'il apparaît qu'il ne l'accomplira pas ou qu'il n'exécutera pas une peine pécuniaire ».

<sup>9</sup> FF 1999 II 1787-2222.

<sup>10</sup> LF du 13.12.2002 (RO 2006 3459 ; FF 1999 II 1787).

<sup>11</sup> LF du 24.03.2006 (RO 2006 3539 ; FF 2005 II 4425).

<sup>12</sup> Cet « accouchement » a été rallongé, il faut le préciser, non pas tant par le changement intervenu dans la hiérarchie des peines, mais surtout par le débat animé qui a eu lieu autour des mesures d'internement et d'internement à vie (dont le vote sur l'initiative populaire a eu lieu le 8.02.2004).



#### 4. Depuis 2007: de profonds changements dans les peines prononcées en Suisse

Pour bien comprendre les nouveautés introduites dans le droit des sanctions pénales en Suisse depuis le 1.01.2007, il faut les situer dans la perspective de la *classification des infractions* – des plus légères au plus graves – et dans *l'interaction* entre cette *classification* et les *types de peines* qui sont censés correspondre aux divers degrés de gravité des infractions. Nous avons illustré cette interaction dans le tableau 3 ci-dessous.

Quant au tableau 2, il révèle de façon très marquante que depuis l'entrée en vigueur de ce nouveau droit des sanctions, les magistrats suisses ont bien respecté la nouvelle hiérarchie des infractions et des peines et que leur *pratique de condamnation a profondément et immédiatement changé*.

En fort contraste avec les condamnations prononcées jusqu'à la fin de l'année 2006, on constate en effet dans ce tableau 2 :

- a) que la *peine privative de liberté*, fortement dominante jusqu'en 2006, a été reléguée à l'arrière plan, comme le voulait le législateur : depuis 2007, les peines privatives de liberté ne représentent plus que 10% des condamnations prononcées en Suisse (et 2 fois sur 3 sans sursis), alors qu'elles se montaient à 62% en 2006 (et 3 fois sur 4 avec le sursis) ;
- b) que la *peine pécuniaire*, pourtant toute nouvelle dans le CPS, est devenue d'une année à l'autre la *peine numéro 1* en Suisse, puisqu'elle constitue depuis 2007 le 85% des condamnations pour délits et crimes, en étant prononcée près de 9 fois sur 10 avec le sursis (et, dans ce dernier cas, en étant cumulées 3 fois sur 4 avec une amende ferme servant de « coup de semonce »<sup>13</sup>). Il faut rappeler que jusqu'à fin 2006, l'amende représentait seulement 38% des condamnations pénales ;
- c) enfin, que le *travail d'intérêt général*, comme peine plus réparatrice (pour la société) et plus responsabilisante (pour le condamné) prend lentement sa place dans la « boîte à outils » des magistrats suisses, pour représenter près de 5% des condamnations pénales (et plus d'une fois sur 2 en étant prononcé sans sursis).

On constate ainsi que la philosophie de la révision du droit suisse des sanctions pénales a été concrètement et très rapidement mise en pratique. L'un des buts essentiels du nouveau droit des sanctions a précisément été de remplacer les courtes peines privatives de liberté par des peines plus utiles et moins coûteuses, aussi bien économiquement que socialement. Le Gouvernement suisse

---

<sup>13</sup> En application de l'art. 42 al. 4 CPS.



l'exprimait ainsi en 1998 : «La courte peine privative de liberté est en fait une *peine privative de temps libre coûteuse*. Les loisirs peuvent être limités par des sanctions de substitution de manière plus judicieuse tant pour le condamné que pour la société.»<sup>14</sup>

D'ailleurs, ce remplacement «*des onéreuses peines privatives de liberté de courte durée*»<sup>15</sup> a non seulement entraîné des économies, par une réduction des coûts de l'exécution des peines (de détention), mais il a également généré des recettes supplémentaires importantes, puisque le système des jours-amende frappe le porte-monnaie des justiciables et alimente ainsi régulièrement les caisses publiques. Nous avons évalué ces bénéfices – ici purement matériels – à 80 millions de francs suisses (comme économies dues à la nette diminution des incarcérations) et à 80 autres millions de francs générés par les rentrées des nouvelles peines pécuniaires, soit un *gain de 160 millions de francs* par an pour l'ensemble des collectivités publiques suisses, ce qui n'est pas chose négligeable<sup>16</sup>.

## 5. Les critiques du nouveau droit des sanctions pénales

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, «les critiques à l'égard du nouveau régime des peines et des mesures n'ont ... pas cessé, s'exprimant à la fois à travers diverses interventions parlementaires et par la voix des praticiens de la poursuite pénale.»<sup>17</sup>

En ce qui concerne les débats au Parlement fédéral, ce sont de nombreuses questions, interpellations et plusieurs motions qui ont été discutées et en partie acceptées. En été 2009, une session spéciale a même été agendée au Parlement afin de débattre de ces sujets. Les critiques les plus virulentes ont porté surtout sur *l'inefficacité des peines pécuniaires* (notamment quand elles sont prononcées avec sursis) et, par voie de conséquence, elles réclamaient *la réintroduction des peines privatives de liberté de courte durée* (inférieures à 6 mois)<sup>18</sup>. Le nouveau système des peines est ainsi qualifié d'«homéopathique», de non dissuasif, de bienveillant pour les délinquants et d'humiliant pour les victimes...

---

<sup>14</sup> Message du Conseil fédéral (du 21.09.1998) in FF 1999 II p. 1792.

<sup>15</sup> *Ibidem*, p. 1997.

<sup>16</sup> Voir Queloz, 2010.

<sup>17</sup> Conseil fédéral (Gouvernement), 2010, p. 2.

<sup>18</sup> *Ibidem*, p. 5.

Du côté des praticiens de la justice pénale, ce sont surtout des magistrats de l'instruction (procureurs), mais aussi des juges et des professionnels de l'exécution des peines, qui ont fortement exprimé leur insatisfaction et leurs critiques face au nouveau droit des sanctions. Ils ont été ainsi relayés par les médias et, d'abord, par les partis politiques les plus conservateurs, les partis du centre et de la gauche s'étant ensuite mêlés aux critiques, par effet de domino et pour montrer que la droite conservatrice n'a pas le monopole des questions de sécurité publique et de défense des victimes de la criminalité...

Au printemps 2009, le Département fédéral de Justice et Police a envoyé un questionnaire à tous les responsables politiques de la justice et de la sécurité des 26 cantons suisses, dans le but de connaître leurs expériences et leur avis sur le droit des sanctions pénales entré en vigueur en 2007. «Les cantons ont principalement dirigé leurs critiques sur la peine pécuniaire avec sursis et sur le travail d'intérêt général avec sursis : ces deux sanctions ont été critiquées», tant sous l'angle de leur faible effet préventif que de leur rôle de sanction peu adaptée à la faute du délinquant.<sup>19</sup>

## **6. Le projet 2010 de «révision de la révision»**

Sur la base de ces diverses critiques, le Gouvernement fédéral a décidé d'agir et, le 30.06.2010, il a publié un *Avant-projet de révision du droit des sanctions*, qu'il a soumis à une procédure de consultation. Le 12.10.2011, le Gouvernement a pris acte des résultats de cette consultation, qui approuve majoritairement les propositions de révision et, bien que de nombreux acteurs aient «jugé que la révision était prématurée», le Gouvernement a décidé de poursuivre la réforme en élaborant un Message et un projet législatif qui devraient être soumis au Parlement fédéral au printemps 2012.<sup>20</sup>

Le tableau 1.5 ci-dessous mentionne les principales propositions qui sont au cœur de cette «révision de la révision» des sanctions pénales. Nous résumerons ainsi la volonté du Gouvernement suisse, qui a pour but :

- de *restaurer la primauté de la peine privative de liberté*, en particulier en réintroduisant les courtes peines de détention (dès 3 jours, ce qui n'est qu'une extrême exception dans le droit actuel et qui doit être motivée de «manière circonstanciée»<sup>21</sup>) ;

---

<sup>19</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>20</sup> Communiqué officiel, Office fédéral de la Justice, Berne, 12.10.2011.

<sup>21</sup> Selon l'art. 41 al. 2 CPS.

- de nettement *réduire l'usage de la peine pécuniaire* (système des jours-amende), en limitant son maximum à 180 jours (au lieu de 360 jours actuellement), en fixant son montant minimal à 30.- Sfr. par jour, et en abolissant toute possibilité de prononcer une peine pécuniaire avec sursis ;
- de *rérograder le travail d'intérêt général*, qui ne serait plus une peine principale (prononcée aujourd'hui à titre de condamnation), mais qui redeviendrait, comme avant 2007, une modalité d'exécution de peines privatives de liberté de 3 jours à 6 mois (décidée dans la phase d'après jugement) ;
- *d'introduire dans le code pénal*, et pour toute la Suisse, *la surveillance électronique*, soit comme modalité d'exécution de peines privatives de liberté (de 1 à 6 mois), soit comme forme de suivi des détenus qui sont en phase de libération conditionnelle de longues peines privatives de liberté.

Cette marche en avant proposée par le Gouvernement fédéral est *très inhabituelle pour la Suisse*, puisqu'elle est intervenue seulement 3 ans et demi après l'entrée en vigueur de la révision totale de la partie générale du code pénale et la mise en application du nouveau droit des sanctions. Cette *précocité d'une nouvelle procédure de révision législative* constitue un fait historique et politique très rare dans le système juridique suisse. Cela d'autant plus, comme le mentionne d'ailleurs le Gouvernement, que bon nombre d'acteurs de la justice pénale sont d'avis qu'une nouvelle réforme est prématurée et qu'il est important de garantir la permanence ou la stabilité du droit<sup>22</sup> !

À cet égard, le point de vue extérieur et comparatif suivant est très intéressant : «La politique pénale de la Confédération helvétique ... est caractérisée par une attitude qui invite à la prudence et à l'expectative. Au sujet de la politique roumaine, la situation est diamétralement opposée, du point de vue de l'Etat. Celui-ci, au moins en ce qui concerne les mesures de la politique pénale, semble choisir pour clé du succès ... le besoin d'innover sans cesse...»<sup>23</sup>, en particulier en aggravant régulièrement la sévérité des peines.

---

<sup>22</sup> Conseil fédéral, 2010, p. 6, ainsi que Communiqué officiel du 12.10.2011.

<sup>23</sup> Putinei, 2011, pp. 176-177.

## 7. Conclusions

«On n'abat pas son chien après une seule erreur...»  
Maxime du Burkina Faso

Le système juridique suisse est-il devenu instable ? Ou le législateur helvétique est-il «tombé sur la tête» ?

En conclusion de cette présentation de l'évolution du droit des sanctions pénales en Suisse – de 1937-42 (1<sup>er</sup> CPS unifié) à aujourd'hui – nous mettrons en évidence les éléments qui nous apparaissent essentiels pour comprendre surtout le brusque changement de philosophie intervenu entre les objectifs de la «grande révision» de 2002-06 et ceux de la très rapide «révision de la révision» de 2010.

Partant du fait que la «grande révision» visait à remplacer les courtes peines privatives de liberté par des peines plus utiles et moins coûteuses (aussi bien économiquement que socialement), nous pouvons d'abord clairement constater que «l'objectif central de la révision a été largement atteint. Les courtes peines privatives de liberté ont pratiquement disparu. Sur la période 2007-2009, la part des condamnations à une peine privative de liberté de moins de six mois dans l'ensemble des condamnations n'est plus en moyenne que de 1,9% pour les femmes et de 4,7% pour les hommes»<sup>24</sup>, soit 4% *en tout* (et toujours sans sursis) alors que ces peines de détention inférieures à 6 mois constituaient 63% *des condamnations en 2006* (année précédant l'entrée en force de la révision, dont 3 fois sur 4 prononcées avec le sursis).

Autre constat de nature scientifique, mais nous savons bien que la politique criminelle ne suit que très peu la rationalité scientifique...<sup>25</sup>: une étude récente relative à la *récidive pénale en Suisse* arrive à la conclusion que les «données actuellement à disposition pour calculer les taux de récidive sur un an ne permettent pas de mettre en évidence des différences statistiquement significatives suggérant que l'entrée en vigueur du nouveau droit des sanctions a contribué à diminuer l'effet préventif des sanctions pénales»<sup>26</sup>. Cette étude a en effet comparé le taux de récidive global, 1 an après leur condamnation :

- des personnes qui ont été condamnées en Suisse en 2005, dont le taux de récidive, 1 an plus tard, a été de 18,4% ;
- et de celles qui ont été condamnées en 2008, dont le taux de récidive, 1 an plus tard, a été de 18,3%.

«À court terme, l'introduction des peines pécuniaires et la suppression des courtes peines privatives de liberté ne semblent donc pas avoir eu d'impact

---

<sup>24</sup> Clausen/Pinson, 2011, p. 48.

<sup>25</sup> Cf. Queloz, Politique criminelle, 2011.

<sup>26</sup> Office fédéral de la statistique, 2011, p. 10.

significatif sur la récidive. (...) Cela semble ... indiquer que ce n'est pas tant le type de sanction qui a le plus d'effet préventif, mais bien le risque d'être condamné»<sup>27</sup>.

Nous sommes également arrivés à une même évaluation positive concernant l'application du nouveau droit des sanctions pénales : «Le simple constat statistique fournit donc un résultat positif, peut-être au-delà de toute attente: oui, la peine pécuniaire est bien devenue en Suisse la peine principale numéro 1 et elle a très largement supplanté la peine privative de liberté, qui reste toutefois la sanction majeure de la délinquance grave ... avec des durées de détention qui se sont allongées.» Cela signifie «que la peine privative de liberté continue de jouer son rôle de peine la plus sévère, comme moyen de répression des infractions les plus sérieuses, alors qu'elle a été remplacée «fructueusement» par la peine pécuniaire pour sanctionner les infractions de gravité faible et moyenne. Nier cette réalité et réclamer déjà à grands cris la «révision de la révision», en particulier la rétrogradation, voire même l'abolition de la peine pécuniaire ... ne relèvent selon nous que de la démagogie ou du populisme purs et simples».<sup>28</sup>

Finalement, c'est bien du côté de *l'émergence du courant sécuritaire*<sup>29</sup> qu'il faut regarder pour comprendre la précocité de la «révision de la révision» (2010) et le changement radical de politique pénale qu'elle vise à établir, très peu de temps après l'entrée en force du nouveau droit des sanctions (2007) et en poursuivant des buts qui sont clairement opposés à ceux qui avaient été fixés par la «grande révision» (2002-06).

Cet ébranlement de la légendaire stabilité du système juridique helvétique s'explique en effet, selon nous, essentiellement par de *profonds bouleversements des habitudes et pratiques politiques* – avec une forte poussée du parti conservateur d'extrême droite, surtout depuis le début des années 2000 – ainsi que par un *vent sécuritaire tempétueux* qui a abouti en quelques années à l'adoption de 3 initiatives populaires fédérales ayant pour cible les «*délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables*» (2004), les «*auteurs d'actes d'ordre sexuel ou pornographique sur des enfants*» (2008) et enfin le «*renvoi des étrangers criminels*» (2010).

La Suisse a bel et bien été atteinte elle aussi par le *populisme pénal*. Cette affirmation récente de l'Office fédéral de la justice, pour justifier la «révision de la révision» est à cet égard exemplaire: «Pour être efficace et crédible, le droit pénal doit impérativement être accepté par la population, qui doit croire dans l'efficacité de la sanction. C'est pourquoi le Conseil fédéral propose de

---

<sup>27</sup> *Ibidem.*

<sup>28</sup> Queloz, 2010, pp 1 et 11.

<sup>29</sup> Cf. Queloz, «Nouvelle pénologie» et Pressions publiques sur les prisons, 2011.

supprimer les peines pécuniaires avec sursis et de revenir aux courtes peines privatives de liberté...»<sup>30</sup>

À l'avenir (dès 2013 ou 2014), la probabilité est grande que nous assistions en Suisse *au retour des vieilles habitudes pénales d'avant 2007*, caractérisées par le prononcé massif de peines privatives de liberté d'une durée inférieure à 6 mois et, en grande majorité, avec le sursis<sup>31</sup>. Les années 2007-2012 ne seront-elles qu'une brève parenthèse dans la mécanique helvétique des sanctions pénales ? «A quoi sert-il d'accumuler réforme sur réforme, si les textes nouveaux sont interprétés et appliqués dans l'esprit ancien, soit parce que les conceptions des praticiens sont rebelles au changement, soit parce qu'ils pensent que le public ne comprendrait pas et n'accepterait pas les changements demandés ?»<sup>32</sup>

Ce retour en arrière serait à notre avis très dommageable :

- car il *appauvrirait l'éventail des possibilités de peines principales* (ou la «boîte à outils») que le législateur met à disposition des procureurs et des juges pénaux ;
- il ne respecterait plus *l'équilibre* entre les *degrés de gravité des infractions* et les *types de peines* qui doivent y correspondre (cf. Tableau 3 ci-après) ;
- et, finalement, il mettrait à mal le principe important de *l'individualisation des peines*, qui doit être le pendant essentiel du principe de la quotité de la peine fondé sur la culpabilité, et permet, dans un système pénal libéral, non seulement de fixer la sentence en fonction de la gravité de la faute commise, mais également en tenant compte de la situation personnelle de l'auteur ainsi que de l'effet de la peine sur l'avenir du condamné<sup>33</sup>.

---

<sup>30</sup> Communiqué officiel du 12.10.2011.

<sup>31</sup> En 2006, la part des peines privatives de liberté de moins de 3 mois représentait même 60% de toutes les condamnations pénales prononcées en Suisse (et dans 77% des cas, ces courtes peines de détention étaient assorties du sursis).

<sup>32</sup> Verin, 1994, p. 299.

<sup>33</sup> Tous ces critères doivent être pris en considération selon les art. 47 et 50 du code pénal suisse (règles de fixation et de motivation de la peine).



## Tableau 1: Évolution des peines principales dans le CPS

### 1. Les peines dans le projet de C. Stooss (1893)

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rejet de la peine de mort</li> </ul>
art. 19 art. 20 art. 27	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 types de peines principales: <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>peine privative de liberté</b>: - réclusion (1 à 15 ans, voire à vie) - emprisonnement (8 jours à 1 an)</li> <li>- <b>amende</b>: comme réelle alternative à la privation de liberté</li> </ul> </li> </ul>
art. 46	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Sursis</b> (total) à l'exécution des peines d'emprisonnement de moins de 6 mois</li> </ul>

### 2. Les peines inscrites dans le CPS de 1937

art. 39 art. 36 art. 35	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Peines privatives de liberté</b>: <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Arrêts</i> (pour contraventions): de 1 jour à 3 mois</li> <li>- <i>Emprisonnement</i> (pour délits): de 3 jours à 3 ans</li> <li>- <i>Réclusion</i> (pour crimes): de 1 an à 20 ans, voire à vie</li> </ul> </li> </ul>
art. 48	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Amende</b>: <ul style="list-style-type: none"> <li>- De 1 à 20'000.- Sfr.</li> </ul> </li> </ul>
art. 41	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Sursis</b> (total): <ul style="list-style-type: none"> <li>- à l'exécution de la peine privative de liberté jusqu'à 1 an</li> <li>- avec période de mise à l'épreuve de 2 à 5 ans</li> <li>+ évent. règles de conduite, voire patronage</li> </ul> </li> </ul>

### 3. La révision partielle du CPS de 1971

art. 41 ch. 1	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Extension du <i>sursis</i> (total) à l'exécution de la peine privative de liberté jusqu'à 18 mois</li> </ul>
art. 397bis	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction d'une base légale ayant permis par la suite l'exécution de <i>peines privatives de liberté de courte durée</i> sous forme: <ul style="list-style-type: none"> <li>- de journées séparées (dès 1973)</li> <li>- de semi-détention (dès 1973)</li> <li>- de travail d'intérêt général (dès 1990)</li> </ul> </li> </ul>
art. 48	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant maximal de l'amende élevé à 40'000.- Sfr.</li> </ul>

#### 4. La révision totale de la partie générale du CPS de 2002 / 2006

art. 34	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction de la <b>peine pécuniaire</b> ou du <b>système des jours-amende</b> comme alternative aux peines privatives de liberté jusqu'à 1 an <ul style="list-style-type: none"> <li>- durée de 1 à 360 jours-amende</li> <li>- montant de 10 à 3'000.- Sfr. le jour-amende</li> <li>- avec possibilité de sursis total ou partiel à l'exécution des jours-amende</li> </ul> </li> </ul>
art. 37	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Introduction du <b>travail d'intérêt général</b> (TIG) comme alternative aux peines privatives de liberté jusqu'à 6 mois <ul style="list-style-type: none"> <li>- avec l'accord du condamné (pas de travail forcé)</li> <li>- durée de 1 à 180 jours (ou de 4 à 720 heures)</li> <li>- avec possibilité de sursis total ou partiel à l'exécution du TIG</li> </ul> </li> </ul>
art. 40 art. 42 art. 43 art. 41 art. 103 ss	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>peine privative de liberté</b> (PPL) n'a plus la primauté: <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa durée est de 6 mois au moins à 20 ans au plus, voire à vie</li> <li>- avec possibilité de sursis total à l'exécution d'une PPL de 6 mois au moins à 24 mois au plus</li> <li>- avec possibilité de sursis partiel à l'exécution d'une PPL de 1 an au moins à 36 mois au plus</li> <li>- ce n'est qu'exceptionnellement qu'une PPL sans sursis de moins de 6 mois peut être prononcée</li> <li>- les contraventions ne peuvent plus être punies d'une peine privative de liberté</li> </ul> </li> </ul>
art. 42	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une peine principale avec sursis total peut être cumulée avec une peine pécuniaire (jour-amende ou amende) sans sursis = peine pécuniaire additionnelle comme «coup de semonce»</li> </ul>
art. 103 ss	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les contraventions sont punies: <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'une amende, en principe jusqu'à 10'000.- Sfr. au maximum</li> <li>- ou d'un travail d'intérêt général de 1 à 90 jours (ou de 4 à 360 heures)</li> <li>- et sans possibilité de prononcer de sursis à leur exécution</li> </ul> </li> </ul>

#### 5. Le projet de révision partielle de la partie générale du CPS de 2010

art. 40 art. 42 art. 43	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>peine privative de liberté</b> (PPL) retrouve la <i>primauté</i>: <ul style="list-style-type: none"> <li>- sa durée est de 3 jours au moins à 20 ans au plus, voire à vie = retour des courtes PPL inférieures à 6 mois</li> <li>- avec possibilité de sursis total à l'exécution d'une PPL de 3 jours à 24 mois au plus</li> <li>- avec possibilité de sursis partiel à l'exécution d'une PPL de 1 an au moins à 24 mois au plus (= limite supérieure abaissée)</li> </ul> </li> </ul>
art. 34	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>peine pécuniaire</b> (ou <i>système des jours-amende</i>) est «<i>rétrogradée</i>» <ul style="list-style-type: none"> <li>- durée de 1 à 180 jours-amende (= limite supérieure abaissée)</li> </ul> </li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- montant de 30 (= limite inférieure élevée) à 3'000.- Sfr. le jour-amende</li> <li>- et suppression des possibilités de sursis total ou partiel à l'exécution des jours-amende</li> </ul>
art. 79a	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le <b>travail d'intérêt général</b> (TIG) comme peine <i>principale</i> est <i>abrogé</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- il redevient une peine de <i>substitution</i>: les peines privatives de liberté jusqu'à 6 mois peuvent être exécutées sous forme de TIG</li> </ul> </li> </ul>
art. 42	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La possibilité de cumuler une peine principale avec sursis total et une peine pécuniaire (jour-amende ou amende) sans sursis est <i>supprimée</i></li> </ul>
art. 79b	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La <b>surveillance électronique</b> est introduite comme modalité (peine de <i>substitution</i>) d'exécution des peines privatives de liberté de 1 mois au minimum à 6 mois au maximum</li> </ul>

**Tableau 2: Peines principales prononcées à titre de condamnation en Suisse**  
pour des délits et des crimes (sans les contraventions)

	<b>Années</b>	<b>1985</b>	<b>1990</b>	<b>1995</b>	<b>2000</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>
<b>TOTAL</b>	<b>PEINES PRINCIPALES</b>	<b>46'447</b>	<b>54'879</b>	<b>60'955</b>	<b>68'526</b>	<b>90'592</b>	<b>84'665</b>	<b>93'024</b>	<b>94'574</b>
<b><u>Amendes</u></b>	<b>Total</b>	<b>14'216</b>	<b>16'381</b>	<b>21'013</b>	<b>25'163</b>	<b>34'439</b>	<b>57'694</b>	<b>63'002</b>	<b>64'199</b>
	Comme peine principale	14'216	16'381	21'013	25'163	34'439	1'862	319	173
	% comme peine principale	30.5%	30%	34.5%	36.5%	38%	2.2%	0.3%	0.2%
	Comme peine additionnelle (en cas de sursis)	---	---	---	---	---	55'832	62'683 (67,5%)*	64'026 (67,7%)*
<b><u>Peines pécuniaires</u></b>	<b>Total</b>	---	---	---	---	---	<b>70'752</b>	<b>79'608</b>	<b>81'252</b>
	% comme peine principale						83.6%	85.6%	85.9%
	SANS sursis	---	---	---	---	---	7'950	9'376	10'593
	AVEC sursis TOTAL	---	---	---	---	---	61'984	69'072	69'682
	AVEC sursis PARTIEL	---	---	---	---	---	813	1'160	977
<b><u>Travail d'intérêt général</u></b>	<b>Total</b>	---	---	---	---	---	<b>3'259</b>	<b>4'388</b>	<b>4'477</b>
	% comme peine principale						3.9%	4.7%	4.7%
	SANS sursis	---	---	---	---	---	2'164	2'339	2'256
	AVEC sursis TOTAL	---	---	---	---	---	980	1'935	2'104
	AVEC sursis PARTIEL	---	---	---	---	---	115	114	117
<b><u>Peines privatives de liberté</u></b>	<b>Total</b>	<b>32'231</b>	<b>38'498</b>	<b>39'942</b>	<b>43'337</b>	<b>56'153</b>	<b>8'797</b>	<b>8'709</b>	<b>8'672</b>
	% comme peine principale	69.5%	70%	65.5%	63.5%	62%	10.4%	9.3%	9.2%
	SANS sursis	10'052	10'328	9'951	10'020	14'088	5'679	5'892	5'876
	AVEC sursis TOTAL	22'179	28'170	29'991	33'343	42'065	2'554	2'266	2'262
	AVEC sursis PARTIEL	---	---	---	---	---	564	551	534

OFS (Office fédéral de la statistique), Neuchâtel (30.06.2010)

\* en % de toutes les condamnations

**Tableau 3: Classification des INFRACTIONS et des PEINES dans le droit suisse des sanctions pénales en vigueur depuis le 1.01.2007**

Types d'INFRACTIONS	→ Types de PEINES
1) Infractions où il y a <b>absence d'intérêt à punir</b>	→ <b>Exemption</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de poursuite</li> <li>- ou de peine</li> <li>- ou <b>atténuation</b> de peine</li> </ul> = Art. 52 ss CPS
2) <b>Contraventions</b> ou infractions de <u>faible gravité</u>	1. <b>Amende</b> jusqu'à 10'000.- Sfr. 2. ou <b>TIG</b> jusqu'à 360 heures (= 90 jours ou 3 mois) → <b>sans sursis</b> = Art. 103 ss CPS
3) <b>Délits et crimes :</b> → 3.1 de <u>faible gravité</u>  → 3.2 de <u>gravité moyenne</u>  → 3.3 de <u>gravité élevée</u>	→ <u>Peines jusqu'à 180 jours</u> (ou 6 mois) 1. <b>PP</b> (art. 34 CPS) → sursis possibles 2. <b>TIG</b> (art. 37 CPS) → sursis possibles 3. <b>Exceptionnellement:</b> PPL (art. 41 CPS) de moins de 6 mois et sans sursis  → <u>Peines de 181 à 360 jours</u> (6 à 12 mois) 1. <b>PP</b> (art. 34 CPS) → sursis possibles 2. <b>PPL</b> (art. 40 CPS) → sursis possible  → <u>Peines de plus de 360 jours</u> (plus de 1 an) 1. <b>PPL</b> (art. 40 CPS) <ul style="list-style-type: none"> <li>- ferme</li> <li>- avec sursis total si PPL jusqu'à 2 ans</li> <li>- avec sursis partiel si PPL jusqu'à 3 ans</li> </ul>

PP = peine pécuniaire (jours-amende)

TIG = travail d'intérêt général (minimum 4 heures = 1 jour)

PPL = peine privative de liberté

## Bibliographie

CLAUSEN Frédéric, PINSON David, Révision du code pénal : son effet pour les femmes et les hommes, in **Revue Suisse de Criminologie**, 2011, 2, 44-53.

CONSEIL FÉDÉRAL, **Rapport explicatif relatif à la réforme du droit des sanctions**, Berne, 30.06.2010 (rapport disponible sous : <http://www.admin.ch/ch/f/gg/pc/documents/1936/Bericht.pdf>).

OFFICE FÉDÉRAL DE LA STATISTIQUE, **Nouveau droit des sanctions et récidive pénale**, Neuchâtel, Novembre 2011 (rapport disponible sous : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=4546>).

HURTADO POZO José, **Droit pénal général. Abrégé**, Genève, Schulthess Editions romandes, 2011.

PUTINEI Madalina, **L'influence de la politique pénale sur la liberté individuelle**, Universités de Craiova (Roumanie) et de Fribourg (Suisse), Thèse de doctorat en droit soutenue avec succès en novembre 2011 (manuscrit original).

QUELOZ Nicolas, A quoi servent les peines pécuniaires ? Prix du crime ou nouvelles taxes publiques ? in CAPUS N., BACHER J.L. (Eds.), **Strafjustiz zwischen Anspruch und Wirklichkeit – Le système de justice pénale: ambitions et résultats**, Berne, Staempfli, 2010, 187-216.

QUELOZ Nicolas, Politique criminelle: entre raison scientifique, rationalité économique et irrationalité politicienne, in **Pandectele Române**, Bucarest, Wolters Kluwer, 2011, 1, 51-58.

QUELOZ Nicolas, «Nouvelle pénologie» et pressions sécuritaires sur les prisons, in **Pandectele Române**, Bucarest, Wolters Kluwer, 2011, 3, 87-97.

QUELOZ Nicolas, LUGINBÜHL Ulrich, SENN Ariane, MAGRI Sarra (Eds.), **Pressions publiques sur les prisons: la sécurité à tout prix?** Berne, Stämpfli, 2011.

ROTH Robert, MOREILLON Laurent, **Code pénal I, Art. 1-110 CPS – Commentaire romand**, Bâle, Helbing Lichtenhahn, 2009.

RUSCA Michele, **La destinée de la politique criminelle de Carl Stooss**, Fribourg, Thèse de doctorat en droit, 1981.

VERIN Jacques, Pour une nouvelle politique criminelle, in **Droit et Société**, vol. 9, 1994.